

**Unité inter-Départementale de la
Corrèze – Creuse et Haute-Vienne
Site de Guéret
Cité administrative - Bâtiment B1
17 place Bonnyaud
23000 Guéret**

Guéret, le 26 mars 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LABOURIER SARL

35 Rue de la Chapuzerie
23200 Blessac

Références : **2025-03-26 UiD232025-023r georisques**
Code AIOT : 0006004287

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2025 dans l'établissement LABOURIER SARL implanté 35 Rue de la Chapuzerie Scierie 23200 Blessac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LABOURIER SARL
- 35 Rue de la Chapuzerie Scierie 23200 Blessac
- Code AIOT : 0006004287
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LABOURIER exploite une unité de travail du bois (fabrication de bois à palettes et charpentes) sur la commune de Blessac. Les installations relèvent du régime de la déclaration au titre de la législation ICPE, et ce, pour la rubrique n° 2410 (travail du bois).

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2.7 de l'annexe i	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Bruit dans l'environnement	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 8.1 de l'annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 14/10/2011, article L. 511-2	Sans objet
2	Implantation	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2.1 de l'annexe I	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 4.2 de l'annexe I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une non-conformité a été relevée lors de l'inspection du 4 mars 2025. Il y a lieu de procéder à sa régularisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/10/2011, article L. 511-2
Thème(s) : Situation administrative, Activités exercées sur site
Prescription contrôlée : Les installations visées à l'article L.511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'Etat, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.
Constats : L'exploitant bénéficie d'un récépissé de déclaration du 12 mars 2014 au titre de la rubrique ICPE n°2410 (travail du bois) pour une puissance de 194 kW. Le 18 novembre 2024, une augmentation de puissance a été déclarée faisant passer la puissance totale à 228 kW. Le seuil correspondant au régime de l'enregistrement ICPE étant fixé à 250 kW, la situation des installations n'appelle pas de changement de régime pour cette rubrique n° 2410. Concernant le dépôt de bois (rubrique ICPE n° 1532), suite à un inventaire effectué récemment par l'exploitant, il apparaît que 870 m3 de bois sont stockés au maximum sur le site (595 m3 de bois ronds, 195 m3 de produits finis en ateliers et 80 m3 de produits finis en extérieur). Le seuil correspondant au régime de la déclaration ICPE étant fixé à 1000 m3, l'installation n'est pas classée au titre de la rubrique n° 1532.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2.1 de l'annexe I
Thème(s) : Situation administrative, distances d'implantation
Prescription contrôlée : L'installation est implantée et maintenue à une distance d'au moins 5 mètres des limites de l'établissement.
Constats : Les installations de travail du bois sont bien implantées à une distance d'au moins 5 mètres des limites du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Bruit dans l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 8.1 de l'annexe I		
Thème(s) : Risques chroniques, campagne de mesures de bruit		
Prescription contrôlée : L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :		
NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT DANS les zones à émergence règlementée (incluant le bruit de l'installation)	EMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	EMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)
De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.		
Constats : Une campagne de mesure du bruit a été effectuée le 5 février 2021 par le cabinet ORFEA en limite de propriété ainsi qu'en zone à émergence réglementée (ZER). Si cette campagne a été réalisée au regard du Code de la santé publique, le statut ICPE n'ayant pas été identifié, les conditions de mesurage et résultats numériques sont représentatifs pour positionner ceux-ci en regard des dispositions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement. En particulier, les mesures ont bien été réalisées en regard de la norme AFNOR NF S 31-010 dans sa version de décembre 1996. Il ressort de l'examen des résultats de cette campagne les constatations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> Concernant le point en ZER (P2) au Nord-Est, le bruit ambiant mesuré est de 48,5 dB(A) et l'émergence mesurée est de 4,5 dB(A) pour un seuil réglementaire fixé à 5 dB(A) compte tenu d'un bruit ambiant > 45 dB(A) ; Concernant le point en limite de propriété (P1) au Nord-Est, le niveau mesuré est de 59,5 dB(A) pour un seuil réglementaire fixé à 70 dB(A). Pour ce point, le cabinet a classé l'emplacement en ZER et non en limite de propriété, ce qui apparaît comme une interprétation inappropriée et biaise ainsi l'appréciation du résultat. En effet, les ZER sont définies comme "<i>l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'arrêté d'autorisation de l'installation et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse)</i>" (article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, repris dans la partie « définition » de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016). Ainsi, l'emplacement du point de mesure en limite de propriété n'est pas une partie très proche de l'habitation riveraine car située à plus de 260 mètres de celle-ci. Ce point ne peut donc constituer une ZER et demeure uniquement un point « limite de propriété ». Dès lors, le contrôle acoustique révèle une situation jugée conforme. En outre, il est à constater, postérieurement au contrôle acoustique de 2021, la mise en place par l'exploitant d'un bardage sur le bâtiment principal sur ses côtés Est, toujours en cours, ce qui devrait permettre d'améliorer la situation des niveaux sonores dans l'environnement vers la zone Nord-Est du site, soit en direction de l'habitation riveraine.		
Afin de conforter les présents résultats et analyses, il est demandé à l'exploitant de faire procéder à un nouveau contrôle acoustique sous 3 mois sur les mêmes points que ceux utilisés lors du contrôle du 5 février 2021 et en appliquant formellement les exigences ICPE. Les résultats seront à transmettre sans délai à l'inspection des installations classées.		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective		
Proposition de délais : 3 mois		

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 4.2 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, -
Prescription contrôlée : Les différents matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment : a) Pour toutes les installations : - des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ; - un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local. b) Pour les parties de l'installation à risque comme définies à l'article 4.3 ci-après : - chaque partie de l'installation est desservie par un appareil d'incendie (bouche, poteaux...) d'un réseau public ou privé, situé à moins de 200 mètres de celle-ci et garantissant, a minima, un débit minimum de 60 m ³ /h sous une pression minimum de un bar durant deux heures. À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m ³ destinée à l'extinction est accessible en toute circonstance. Pour les installations existantes au sens de l'article 2 du présent arrêté, la distance maximale à l'appareil d'incendie est portée à 400 mètres.
Constats : Les extincteurs et RIA ont été contrôlés le 27 février 2025 par la société FOURNIER. Un poteau incendie est présent à environ 65 m de l'entrée du site. Celui-ci a été contrôlé en juin 2024 avec un débit de 78 m ³ /h sous 1 un bar de pression.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2.7 de l'annexe i
Thème(s) : Risques accidentels, -
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre vi du titre ii du livre ii de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.
Constats : Le dernier rapport Q18 réalisé le 3 juin 2024 par la société SECOPREV fait état de 8 non-conformités. L'exploitant fait habituellement appel à la société SELEC pour ses travaux électriques. Il y a lieu de lever les non-conformités constatées dans un délai maximal de 2 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois